

«Le socialisme proclame
que la République politique doit
aboutir à la République sociale».

Jean-Jaurès

SOMMAIRE

**À gauche,
un parti, un projet** page 5

Un parti vraiment à gauche page 7

**Texte d'orientation
adopté par le
congrès constituant** page 9

I - Crise : c'est le capitalisme qui est en cause page 10

II - Une autre voie est possible page 14

III - Les tâches du Parti de Gauche page 18

**Face à la crise, il faut
résolument changer de cap !**

**Les 29 mesures
du Parti de Gauche** page 27

**I - Des mesures pour combattre les licenciements
et les délocalisations** page 30

**II - Des mesures pour faire reculer la précarité du travail
et la précarité sociale** page 31

**III - Des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat
et modifier le partage des richesses** page 32

**IV - Des mesures pour développer l'emploi
et amorcer un «alter-développement»** page 34

**V - Des mesures pour une maîtrise publique
du système financier afin de contrer la spéculation et de maîtriser
le développement** page 35

Conclusion page 37

Pour aller plus loin page 38

ÉDITO

Ce guide de l'adhésion permet à celles et ceux qui souhaitent rejoindre le Parti de Gauche de connaître ses grandes orientations et de **forger à partir de cette lecture leur décision en consciences éclairées.**

Il donne également la possibilité aux adhérents du PG de conserver sous un format pratique et accessible les **textes fondateurs de leur parti.**

Le Parti de Gauche veut remplacer le règne du profit capitaliste par celui de l'intérêt général. Or si la consommation marchande repose sur la pulsion qui domine les individus, la détermination de l'intérêt général implique la raison qui émancipe les personnes.

C'est pourquoi un parti de gauche cherchant à transformer radicalement la société se doit d'abord d'être un **éducateur populaire.**

Cet objectif est tout à fait **incompatible** avec la désinvolture et le mépris des idées affichées avec tant de cynisme par l'idéologie dominante de notre époque. Il est également hors d'atteinte sans militants motivés, conscients, autonomes.

L'effort de mise en mots dont témoigne cette brochure, la recherche incessante des meilleures formulations, à la fois **précises** –sinon elles ne permettraient pas de se repérer dans le flot des événements- et **compréhensibles par le grand nombre** –sinon elles seraient réservées aux spécialistes de la politique- sont donc des devoirs ardents pour les animateurs du Parti de Gauche.

De même, la connaissance des principes politiques constitutifs du PG est une tâche essentielle pour ses militants et la garantie d'un **choix libre** pour ceux qui souhaitent le rejoindre.

Alors bonne lecture !

François DELAPIERRE
Délégué général du Parti de Gauche

À GAUCHE, UN PARTI, UN PROJET

La création du Parti de Gauche (PG) répond à la nécessité de redonner des perspectives à la Gauche. Il s'agit d'apporter des réponses à la crise du capitalisme et à la catastrophe sociale, écologique et démocratique qu'elle entraîne en changeant radicalement de société. Le PG est un outil pour battre la droite et conquérir la majorité politique autour d'un programme républicain de dépassement de la logique capitaliste. Le PG propose la République Sociale fondée sur la souveraineté populaire. Il promeut une politique écologique basée sur un autre modèle de développement économique, social, environnemental à l'opposé du modèle productiviste.

Bien que nouveau Parti, le PG se nourrit des cultures politiques issues du socialisme historique, de l'histoire des luttes ouvrières et syndicales et des révoltes populaires, de l'apport des combats féministes, antiracistes, écologistes, laïques et altermondialistes. Mais il est surtout un parti tourné vers l'avenir, conscient de la nécessité de réinventer la gauche.

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS

- **Nous voulons l'émancipation globale de la personne humaine.** Le capitalisme nous entraîne dans des bouleversements économiques, sociaux, politiques et écologiques dangereux pour l'avenir de l'humanité. En détruisant l'écosystème c'est l'humanité elle-même qu'il menace. En recherchant toujours plus de profit pour quelques-uns, il entraîne l'appauvrissement et le creusement des inégalités. En affaiblissant les moyens publics d'intervention économique, de solidarité et de redistribution, il veut substituer le client au citoyen, le contrat à la loi, la différenciation des droits au principe d'égalité et aux exigences de l'intérêt général. Pour atteindre l'objectif d'émancipation que nous visons, **nous ne pouvons ni accepter ce système, ni nous contenter de l'amender et de l'humaniser ; nous devons le dépasser et proposer un autre développement qui fixe de nouvelles limites à la sphère marchande, ouvre de nouvelles perspectives à la sphère publique, propose de nouvelles formes de propriété de l'entreprise plus démocratiques, transparentes et plus relocalisées.**
- **Nous voulons une refondation républicaine de la démocratie.** L'intérêt général doit s'imposer par la participation citoyenne et la mobilisation de toutes et de tous. Nous voulons une citoyenneté étendue à tous les échelons de nos institutions et de l'organisation économique ainsi que dans tous les secteurs de la vie publique y compris la protection de l'écosystème, la justice, la santé, le travail. Nous entendons rétablir la prééminence de la démocratie parlementaire à l'opposé de la logique présidentielle, revaloriser la portée du suffrage universel et fonder une VI^e République. Nous considérons que

la défense et la promotion de l'égalité des droits se concentrent dans l'**exigence intransigeante de la laïcité dans l'organisation républicaine de la société, ainsi que dans celle de l'égalité entre hommes et femmes.**

- **Nous voulons préserver les écosystèmes planétaires pour préserver l'humanité elle-même.** Nous savons qu'il est illusoire de demander au capitalisme d'être vertueux et de prendre en compte le **Bien Public. Nous remettons en cause le productivisme tout en croyant au progrès humain et social.** Nous affirmons l'urgence de changer rapidement les modes de consommation et de production forgés par le capitalisme. Nous nous prononçons pour une planification écologique au service d'un autre développement, d'un «alterdéveloppement». Pilotée démocratiquement, elle a pour but, au nom de l'intérêt général, de mettre en place dans la durée les transformations radicales qu'impose la crise écologique.
- **Nous voulons engager de manière urgente la profonde redistribution des revenus entre le capital et le travail** qui constitue la base de la construction du progrès social et de la réduction des inégalités.
- **Nous voulons une réorientation profonde de l'Union européenne afin d'en faire un espace démocratique et social respectant la souveraineté populaire.** Le traité de Lisbonne rejeté par les citoyens en France, aux Pays-Bas et en Irlande doit être abandonné. Un processus démocratique doit enfin s'ouvrir pour permettre aux citoyens européens de faire prévaloir l'intérêt général face aux dogmes néolibéraux qui inspirent les traités et les politiques européennes.
- **Nous voulons proposer à la gauche une méthode pour le changement social.** Celle-ci implique en particulier un travail d'éducation populaire tourné vers l'action, aidant la population à formuler le contenu des réformes radicales pour sa propre émancipation, ainsi que de nouvelles pratiques de gouvernement et de gestion des institutions publiques. Mais nous n'oublions pas non plus que le progrès social résulte le plus souvent d'oppositions et de rapports de force. **La conquête du pouvoir d'État par le suffrage universel n'est efficace que si elle s'appuie sur des citoyens mobilisés et acteurs de leur propre changement.**

CE QUE NOUS ALLONS FAIRE ENSEMBLE !

- Dans l'immédiat, **nous opposer frontalement à la politique de la droite** dans tous les domaines et par tous les moyens d'actions républicains à notre disposition.
- **Forger un parti de gauche vraiment nouveau** qui devienne une force politique incontournable.
- Contribuer en France à la **constitution d'un front de forces de gauche**, à vocation majoritaire
- Le situer très vite dans une **relation étroite avec d'autres forces de gauche**, en Europe et dans le monde, notamment en Amérique Latine, pour jeter les bases d'un nouvel internationalisme

UN PARTI VRAIMENT A GAUCHE

- ❶ **Un Parti politique.** Le PG est un parti, c'est-à-dire un outil d'élaboration et d'action collectif au service d'un projet et d'une stratégie cohérents. Nationalement et localement, il présentera des candidat-e-s aux élections. Le PG a vocation à devenir majoritaire et à prendre des responsabilités gouvernementales en s'appuyant sur une mobilisation massive, populaire et citoyenne.
- ❷ **Un Parti ouvert et démocratique.** Le PG se veut donc à la fois accueillant et ouvert à la diversité des expériences, à la parole des «sans voix», soucieux de fraternité et de solidarité. Il ne veut pas de clans, de culte du chef ou de domination des «spécialistes» de la politique.
- ❸ **Un Parti d'éducation populaire.** Le PG demande à chacun de ses membres d'être en veille et en formation politiques permanentes et d'aider les autres à acquérir cette formation, avec comme objectif d'entraîner une majorité populaire au service d'un projet de transformation en profondeur de la société.
- ❹ **Un Parti alliant réflexion et action.** Le PG se veut présent sur le terrain et mène le combat idéologique et politique contre la droite. Pour ce faire, il s'appuie sur la force collective de ses militantes et de ses militants. Il ne focalise pas son énergie sur des querelles internes ; il la consacre aux mobilisations sociales et à son implication dans la vie associative, syndicale, intellectuelle et culturelle de la société. Le PG agit en faveur de l'implication citoyenne à tous les niveaux de la vie sociale, dans la protestation comme dans l'action gouvernementale.
- ❺ **Un Parti unitaire et fédérateur.** Le PG respecte l'ensemble des formations de gauche et leurs cultures politiques. Il recherche sans cesse les formes de convergence et d'unité avec comme priorité de battre la droite et d'engager les transformations que l'intérêt général impose.
- ❻ **Un Parti de perspective européenne.** Le PG sait que le changement de société auquel il aspire passe par une autre Europe. Né en partie de la mobilisation populaire qui a conduit au rejet du référendum sur le traité européen, il noue des partenariats avec les forces de gauche en Europe favorables à un projet alternatif d'une Europe sociale et démocratique.
- ❼ **Un Parti internationaliste.** Nous devons opposer à la mondialisation financière et capitaliste des forces populaires coordonnant leurs efforts et refuser un monde unipolaire. Parce que les grands défis d'aujourd'hui se relèvent à l'échelle mondiale, le PG noue les partenariats nécessaires pour élargir son action au-delà des frontières de la France et de l'Europe.
- ❽ **Un Parti nouveau.** Le PG veut porter des orientations politiques et un fonctionnement novateurs et originaux, en particulier en matière de démocratie et de culture populaire. Il est donc un parti en chantiers sur son projet, ses programmes, son organisation. Des chantiers auxquels nous appelons à participer toutes celles et ceux qui souhaitent nous rejoindre.

Texte d'orientation adopté par le congrès constituant

LIMEIL-BRÉVANNES - 1^{ER} FÉVRIER 2009



Le Congrès fondateur du Parti de Gauche doit répondre à un état d'urgence. La crise économique et sociale liée aux contradictions du capitalisme n'est pas uniquement annoncée dans les livres, elle se déroule sous nos yeux rappelant l'actualité de la lutte des classes. La guerre n'est pas une menace rendue lointaine par la mondialisation, elle fait au contraire son grand retour. La crise écologique n'est plus seulement un pronostic visionnaire, elle produit ses premiers effets. Le vieux cadre de pensée, de production et de consommation tourné vers le profit capitaliste qui mène le monde le conduit à des désastres imminents. Pourtant d'autres choix sont possibles. Une autre histoire peut être écrite. C'est une question de volonté et d'action. En fondant le Parti de Gauche, nous avons cette volonté d'agir pour un autre avenir. Pas dans cent ans, pas dans dix ans, pas dans cinq ans. Certes le chantier est immense et tout ne sera pas fait tout de suite. Mais nous n'avons pas le temps d'attendre. C'est tout de suite qu'il faut dessiner un nouvel horizon et enclencher les premières ruptures.

I - Crise : c'est le capitalisme qui est en cause

L'humanité vit au rythme des soubresauts continuels du capitalisme. Les partisans du système en tirent même fierté. Pour eux ce capitalisme en bouleversement permanent est le symbole même de la modernité. Il apparaît aujourd'hui clairement que le capitalisme de notre époque n'a en rien surmonté les travers que dénonçait déjà le mouvement socialiste du 19^e siècle. Il les aggrave, plongeant l'humanité dans une crise sans précédent.

UN CAPITALISME DE PLUS EN PLUS DANGEREUX

Après l'épuisement des Trente «Glorieuses» et la crise qu'il a rencontrée à la fin des années 60 et au début des années 70, le capitalisme a pris un nouveau cours, marqué par la domination de la finance et la transnationalisation du capital. Les beaux esprits toujours prêts à encenser les puissants lui ont ouvert la route. Ils prétendaient que ce nouveau capitalisme serait celui de l'émancipation des individus, d'un développement plus équilibré de l'économie mondiale, d'une paix durable. Certains ajoutent désormais qu'il pourrait être un capitalisme «vert» et «moralisé»... Or c'est l'inverse qui se produit. Le capitalisme aggrave ses tendances profondes à l'inégalité, l'instabilité, l'impérialisme et précipite une terrible catastrophe écologique.

Les inégalités ont explosé. Elles sont encore plus fortes que dans le capitalisme sauvage du 19^e siècle. En 1820, les 10% les plus riches de la planète concentraient 42% des revenus mondiaux, ils en détiennent aujourd'hui 55%. A l'inverse les 20% les plus pauvres percevaient en moyenne 5% des revenus mondiaux contre environ 2% aujourd'hui. En conséquence la pauvreté de masse continue à se répandre partout. Les États-Unis, pays le plus riche du monde, comptaient ainsi, avant même la crise dite des subprimes, 3,5 millions de sans-abri, parmi lesquels 1,4 million d'enfants. L'Union européenne n'est pas épargnée puisque la pauvreté y touche 72 millions de personnes (sur 450 millions). Les femmes, encore plus que les hommes, subissent cette aggravation des inégalités de revenus, car elles sont encore plus frappées par le chômage et contraintes au travail à temps partiel. Cette répartition inégale des richesses, en plus d'être un scandale moral et une atteinte à l'émancipation humaine, a provoqué la crise financière actuelle. Parce qu'il a comprimé les salaires, le capitalisme actuel a dû asseoir la hausse effrénée de la consommation qu'il réclame sur une immense pyramide d'endettement. La chaîne a fini par craquer en son maillon le plus faible, les prêts subprimes, emportant le mirage d'une «société de propriétaires» sans redistribution des richesses.

Depuis, la crise financière est devenue économique. Et l'humanité fait face à une urgence sociale aggravée.

L'instabilité s'est déchaînée. Les premiers socialistes dénonçaient déjà l'absurdité d'un système économique caractérisé par une crise tous les huit ans de 1816 à 1929. Avec la crise actuelle, «sans précédent depuis un siècle» selon Alan Greenspan, l'ancien président de la Banque centrale américaine, nous y sommes à nouveau. Des défaillances dans un segment du marché immobilier américain déclenchent une crise économique générale et mondiale. Le capitalisme dérégulé de notre époque en diffuse les effets à une vitesse inédite dans tous les domaines de la vie. Aussi «moderne» soit-il, il n'a pas fait vieillir d'une ride la phrase du



Manifeste rédigé par Marx et repris lors de la Première Internationale notant que les «*ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.*» C'est maintenant l'ensemble du salariat qui est menacé par cette marchandisation grandissante de tous les domaines de vie sociale. C'est pourquoi le capitalisme s'attaque méthodiquement à tous les outils de la solidarité collective et à la structure républicaine de notre société. Il y a en revanche ajouté de nouvelles aberrations : droits à la retraite volatilisés par l'effondrement des fonds de pension, villes fantômes provoquées par l'abandon soudain de programmes immobiliers, biens publics pillés en quelques heures pour renflouer les pertes du privé. Une fois de plus l'intérêt général est piétiné, l'individu social atomisé. Le temps s'efface devant la dictature des actionnaires qui exigent la rentabilité immédiate. Le droit de la collectivité à soumettre l'activité économique à des normes décidées librement par les citoyens est remis en cause au nom de la concurrence «libre et non faussée». Les souhaits des actionnaires seraient devenus plus légitimes que la volonté des citoyens. Celle-ci ne parvient plus à se faire entendre. Il en résulte partout une profonde crise démocratique.

L'humanité affronte désormais une urgence démocratique aggravée.

L'impérialisme menace le monde. Le capitalisme a toujours été un système hiérarchisé, avec un «centre» dominant une «périphérie». Le capitalisme actuel n'échappe pas à cette règle. Il est assis sur la domination des États-Unis d'Amérique. Or celle-ci est devenue vacillante. Après des vagues incessantes de délocalisation, les États-Unis ne sont plus une puissance industrielle de premier plan. Leur économie repose sur un endettement faramineux. Son



financement dépend désormais de ses principaux concurrents, notamment la Chine, qui rachètent des quantités toujours plus élevées de sa dette. En revanche, les États-Unis dépensent autant pour leur budget militaire que tous les autres pays du monde réunis. Dès lors on comprend mieux leur attitude agressive sur la scène internationale. Les déclarations violentes de Bush ont souvent paru surprenantes aux oreilles françaises. Mais elles ne sont pas le signe d'un cerveau agité. Une stratégie raisonnée est à l'œuvre. La multiplication des foyers de confrontation violente au plan international permet aux États-Unis de faire-valoir leur puissance militaire. La théorie du choc des civilisations et celle de la guerre contre le terrorisme fournissent des habits nouveaux à la vieille momie de l'impérialisme que l'on nous promettait morte à jamais. Elles créent les conditions de collisions toujours plus violentes. Nous devons rejeter tout interventionnisme militaire et cesser l'exportation d'armes. Dans ce cadre, la sortie de l'Otan par la France est un impératif. L'humanité fait face désormais à l'urgence de la paix.

Dans un contexte national et international d'attaque en règle de la laïcité, de volonté de reconfessionnalisation et de communautarisation de l'espace public, le PG doit non seulement incarner la défense de la laïcité mais aussi favoriser la reconquête des droits perdus sous la pression des différentes églises. Il n'y a pas «d'accommodement raisonnable», le religieux doit rester strictement dans la sphère privée alors qu'il trouve des relais politiques pour envahir la sphère publique.

La crise écologique met en danger la survie même de l'humanité. La soumission des modes de production et de consommation dominants aux exigences du profit privé débouche sur un mode de développement qui dégrade irrémédiablement les écosystèmes. Au nom du libre-échange on a encouragé la délocalisation des productions et refusé de mettre en place des normes environnementales contraignantes. Dès lors la crise écologique a pu s'approfondir sans entrave. D'abord locale et environnementale, elle s'étend désormais mondialement au climat et à l'énergie, ainsi qu'à la biodiversité. Elle a des conséquences fortes sur l'agriculture et sur la santé humaine. Elle se traduit par de nombreux conflits géopolitiques liés à l'accès aux ressources (gaz, pétrole et eau principalement) et par l'apparition de nouvelles migrations de «réfugiés climatiques». C'est donc une crise majeure aux conséquences globales sur



l'économie et la société. Déjà les dégradations portées actuellement à l'écosystème sont en partie irréversibles. A terme, elles menacent l'avenir même de l'humanité comme le montre le dernier rapport du GIEC (Groupe International d'Etude sur le Climat). Nous sommes face à l'urgence écologique.

UN RENVERSEMENT POLITIQUE EST NÉCESSAIRE

Il n'existe pas d'exception dans l'histoire. Les grandes crises du capitalisme conduisent à chaque fois à des bouleversements politiques majeurs. Le continent sud-américain en a fourni la démonstration récemment. La crise qui s'y est abattue n'a pu être affrontée que par une révolution démocratique d'ensemble : apparition de nouvelles forces politiques, convocation d'assemblées constituantes, politiques d'inclusion sociale des plus pauvres, rétablissement de la souveraineté populaire sur les ressources naturelles. Les exemples récents de la Bolivie et du Venezuela en ont fourni la démonstration.

Mais les citoyens peuvent prendre d'autres chemins : la Grande crise de 1929 a accouché du New Deal, du Front Populaire mais aussi du nazisme. En Europe c'est pour l'heure une nouvelle droite, libérale et sécuritaire, qui émerge et emporte les élections nationales. Une course de vitesse est engagée avec elle. Qui va la gagner ? De quel côté vont se tourner les citoyens pour faire face à la crise ? La droite mène, en France, une contre-révolution. Depuis plusieurs années, maintenant, elle cherche à démanteler systématiquement les acquis du Conseil National de la Résistance de 1945, du Front Populaire de 1936 et même de la Révolution de 1789. Son ambition est claire.

En saccageant ces fondements, la droite tente de dévitaliser la racine même de la République. Pour ce faire, elle doit anéantir toute opposition : brouillage du clivage droite/gauche, criminalisation des mouvements de contestation, personnalisation du pouvoir, musellement des contre-pouvoirs, mise sous surveillance de la société. Elle prend, de plus, cyniquement appui sur la crise, générée par le système qu'elle défend, pour justifier et faire avancer ses objectifs politiques, s'efforçant de capter l'exaspération qui traverse des couches toujours plus nombreuses de la population au profit d'un discours d'ordre. Chaque problème social est désormais

réinterprété en termes de déficit d'autorité. La crise financière n'a pas fait exception. Elle a immédiatement été présentée comme la conséquence de comportements individuels «pervers». Sarkozy a affiché sa détermination à «sanctionner les coupables» pour «moraliser le capitalisme» et donc à faire respecter les règles du jeu plutôt que de les changer. Ce faisant, la droite travaille à imposer un schéma mental dans lequel les crimes du système sont déguisés en crimes contre le système. Elle veut ainsi légitimer une conception purement policière du rôle de l'Etat, qui justifierait la présence d'un homme fort à sa tête et donc le renforcement du pouvoir personnel du président de la République.

De même la droite s'évertue à évacuer toute revendication du partage et de la redistribution des richesses en expliquant que la crise doit conduire les salariés à de nouveaux efforts. Au nom du mérite, chaque individu est sommé de se prendre en charge sans attendre le soutien de la collectivité. Alors qu'il est toujours prompt à un volontarisme purement verbal, Sarkozy a ainsi publiquement déclaré que l'Etat ne ferait rien contre les licenciements. Il n'a renoncé à aucun de ses projets de remise en cause des droits du travail. Au contraire, il a immédiatement dégainé sa proposition visant à étendre le travail du dimanche, symbole des efforts supplémentaires à accomplir par les travailleurs. Les chômeurs et les précaires sont eux aussi peu à peu dépouillés de leurs droits et stigmatisés.

Inégalité, dérégulation, atlantisme... la politique menée par la droite aggrave la crise en renforçant ses causes.

Dans ce contexte, la gauche doit donc incarner une alternative. Car la conscience que le système capitaliste ne conduit pas au bonheur peut rapidement devenir majoritaire dans la population. La volonté de soumettre l'activité économique au contrôle démocratique peut trouver de nouveaux soutiens. La bataille culturelle contre ce système qui frappe des femmes et des hommes au motif que le marché l'aurait décidé peut être gagnée. Pour cela, il faut rompre avec le capitalisme et construire une alternative sociale, écologique et démocratique.

Partout où des forces de gauche ont fait de celui-ci un horizon indépassable, elles ont fini soit par gouverner avec la droite, à l'image des partis membres du PSE (Parti des socialistes européens) en Allemagne, aux Pays-Bas, en Hongrie notamment, soit par fusionner avec une partie de celle-ci, comme l'ont fait les Démocrates en Italie, soit par la remplacer purement et simplement comme le font les travaillistes en Grande-Bretagne. Ces orientations rendent la social-démocratie impuissante et lui ôtent toute crédibilité face à la crise. Elles créent un dramatique vide politique à gauche. C'est pour aider à le combler qu'est né le Parti de Gauche.

Pour notre part, nous savons que la crise que nous vivons n'aura pas d'issue sans rupture avec le système actuel. Le rôle de la gauche est de proposer un nouvel horizon, de préciser les transitions qui y conduisent, de s'y engager en mettant en place des ruptures franches.

II - Une autre voie est possible

La recherche d'une alternative politique au capitalisme répondant à l'urgence sociale, démocratique et écologique bénéficie de solides points d'appui. La richesse produite à l'échelle mondiale permet de répondre aux besoins vitaux de l'humanité et d'harmoniser par le haut les droits sociaux à l'échelle de la planète. De même, on peut sans peine repérer



les fondements concrets et culturels d'une nouvelle culture civique permettant la réappropriation de la souveraineté populaire. Enfin, la prise de conscience écologique est propice à l'invention d'un alter-développement.

LE MONDE EST RICHE

Economiquement, le monde n'a jamais été aussi riche de toute son histoire. La production de l'industrie et des services atteint des sommets inédits. Nos capacités scientifiques et technologiques sont sans précédent. Le niveau de qualification des travailleurs également. La productivité du travail n'a jamais été aussi élevée. En France, elle atteint même un record mondial. Les gains de productivité doivent être rendus aux travailleurs sous forme d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail. Les malheurs de l'humanité ne proviennent donc pas du fait que les caisses seraient vides. Elles n'ont jamais été aussi pleines. Il réside tout entier dans le fait que cette richesse n'est pas partagée. Et qu'elle l'est même moins que jamais.

Donnons quelques chiffres pour fixer les idées. Un modeste prélèvement d'1% seulement sur les comptes bancaires des 100 000 personnes les plus riches du monde, représenterait 140 milliards de dollars, soit près de deux fois les ressources du Programme Alimentaire Mondial qui sert à lutter contre la faim dans le monde. La part des salaires qui a basculé vers les profits depuis 20 ans se monte en France à plus de 150 milliards d'euros par an, soit 35 fois le déficit de l'assurance-maladie et 40 fois celui de l'assurance vieillesse. Il est donc possible de sauver des vies en agissant contre la faim dans le monde. Il est possible de protéger et développer nos systèmes de protection sociale. Ces revendications essentielles d'un programme de gauche

répondant à l'urgence sociale sont crédibles. Elles peuvent être financées. Mais ce financement repose sur un préalable : le partage et la redistribution des richesses, avec une réforme fiscale juste comprenant entre autres l'abolition du bouclier fiscal et un impôt sur le revenu fortement progressif.

Nous devons donc nous préparer à une confrontation inévitable avec le capital. La gauche ne le convaincra pas de rendre ce qu'il a accaparé au terme d'une aimable discussion entre gens de bonne compagnie. Elle doit se donner les moyens de créer les rapports de force et s'appuyer sur la mobilisation de toutes celles et ceux qui vivent de leur travail et voient le fruit de leurs efforts alimenter le casino de la finance globalisée tandis que s'aggrave l'urgence sociale.

LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE, UNE EXIGENCE RÉPUBLICAINE

On entend souvent dire que l'exercice de la souveraineté populaire est devenu plus difficile que jamais, voire quasiment impossible, dans le cadre de sociétés complexes et de la mondialisation. À l'inverse de ce discours dominant, nous estimons que les moyens d'une souveraineté populaire sont plus étendus que jamais.

La souveraineté populaire repose en effet sur la capacité des citoyens à fixer l'intérêt général et donc à déterminer par la confrontation raisonnée des arguments ce qui correspond à l'intérêt de tous. Elle implique un développement important de l'éducation et de l'instruction publique, à tous les niveaux et dans le monde entier. L'éducation et la formation de l'esprit, la pratique culturelle, la liberté de recherche scientifique ou documentaire sont des droits fondamentaux dont l'importance critique doit être reconnue et la prédominance rétablie.

La souveraineté populaire s'obtient par l'indépendance intellectuelle des citoyens, la capacité d'informer par des médias pluralistes et indépendants des puissances financières et politiques.

Elle implique la conscience par les individus de participer à une même communauté de destin. Le développement du salariat et de l'urbanisation a créé une interdépendance nouvelle entre les individus qui constitue un terreau propice à cette conscience civique. Dans le monde urbain, comme sur la planète unifiée par l'urgence écologique, il n'existe pas de réponse aux problèmes individuels qui n'ait pas une dimension collective. Pour que le paysan bolivien de l'Altiplano puisse disposer d'eau, il lui aura fallu provoquer un bouleversement complet de la politique de son pays. De même, l'habitant de la Creuse ne pourra être soigné convenablement que s'il obtient un renversement des politiques de libéralisation des services publics encouragées au niveau de l'Union européenne. Plus généralement, l'extension de la sphère des services publics et leur développement constituent des armes fondamentales contre le capitalisme, car ils correspondent à des réponses socialisées aux besoins des populations. L'appel à rechercher les solutions «en soi-même» n'est qu'une illusion encouragée par l'idéologie dominante. Il n'y a pas d'émancipation individuelle sans exercice collectif de la souveraineté. Il n'y a pas de satisfaction des besoins de chacun sans que soient déclarés des biens communs. Ensuite il faut fixer les objectifs, critères et procédures de décision auxquels soumettre leur gestion. La question sociale et les questions institutionnelles ne peuvent être dissociées. De puissants facteurs contribuent ainsi à l'établissement des bases culturelles de la souveraineté populaire.

Bien sûr encore faut-il faire de celle-ci un objectif et s'en donner les moyens. A commencer par l'inversion de la logique à l'œuvre depuis plusieurs années de dessaisissement de la

puissance publique : banques centrales indépendantes, autorités administratives indépendantes, dépolitisation des échéances électorales réduites à des combats de personne, non respect du vote populaire en matière européenne, remise en cause du principe même de la laïcité... L'exigence républicaine se dresse contre cette évolution. Elle appelle au rétablissement des moyens publics de faire prévaloir l'intérêt général, notamment par la mise en place de la planification écologique. En même temps, elle veut des institutions véritablement soumises à la volonté populaire. Elle s'efforce de créer les conditions d'une société mobilisée et de citoyens éclairés et motivés, dotés de nouveaux moyens d'intervention citoyenne et de démocratie participative, du droit à l'information. Face à la logique et à la puissance du capital, elle cherche aussi à construire des rapports de force nouveaux à tous les niveaux en s'appuyant sur la mobilisation du mouvement social dans toutes ses composantes et en mettant en place une véritable démocratie sociale : définition de règles enfin démocratiques pour le dialogue social, reconnaissance et soutien de ses acteurs et en premier lieu des organisations syndicales, institutionnalisation de leur intervention dans le débat collectif, approfondissement des droits des salariés dans l'entreprise. Cette refondation républicaine qui est à notre portée rend possible une réponse de gauche à l'urgence démocratique.

LE TEMPS DE L'ALTERDÉVELOPPEMENT EST VENU

Parce que chacun en subit les effets dans son quotidien, la crise écologique est l'objet d'une prise de conscience croissante de nos concitoyens. Celle-ci permet de faire partager plus facilement la nécessité d'un changement profond de nos modes de consommation, de production et d'échange.

Le système capitaliste organise la mise en concurrence mondiale par le libre-échange généralisé et la libéralisation des mouvements de capitaux ; il encourage l'exploitation sans frein des ressources naturelles partout dans le monde, la marchandisation progressive du vivant et, même, l'utilisation des catastrophes naturelles pour étendre son emprise. La crise écologique trouve donc clairement son origine dans le système capitaliste et le modèle productiviste qui le sous-tend. La nécessité d'organiser le dépassement du système capitaliste et celui du modèle productiviste en inventant un alterdéveloppement jouit dès lors d'une légitimité inédite.

La crise écologique est par exemple une justification extrêmement puissante de la mise en place de biens publics mondiaux préservés des intérêts privés. La raréfaction de l'eau et de l'énergie renforcent la nécessité d'en faire des biens publics fondamentaux dont l'accès à tous doit être garanti. Leur production et leur gestion doivent être réorganisées dans le cadre d'un service public de l'eau et d'un pôle public de l'énergie, seuls à même de mettre en place une tarification incitant à la sobriété, par exemple en rendant gratuites les premières tranches d'eau et d'énergie pour l'ensemble des ménages et en surfacturant les consommations abusives. De même la mise en place de la planification écologique implique une modification en profondeur de notre système productif. Au-delà des services publics, le secteur coopératif et les entreprises de l'économie sociale et solidaire seront développées, En effet elles peuvent concilier l'intérêt général, celui des consommateurs/sociétaires et celui des salariés. Elles participent ainsi à l'alternative au capitalisme.

La lutte contre le changement climatique appelle une forte relocalisation des productions et la remise en cause du libre-échange. Une politique volontariste et incitative de développement des transports collectifs et du ferroutage est impérative. L'encouragement nécessaire des

investissements écologiquement responsables est également un argument essentiel en fonction d'un secteur financier public reconnaissant d'autres normes que la rentabilité. La remise en question des modèles d'hyper-consommation occidentaux, qui ne sont ni généralisables à l'ensemble des habitants de la planète, ni soutenables à long terme, est enfin un élément clé de la bataille culturelle que doit mener la gauche pour l'émancipation des esprits de l'idéologie marchande et publicitaire.

La gauche peut donc trouver une nouvelle raison d'être et une opportunité sans précédent d'avancer ses propositions dans le combat pour répondre à l'urgence écologique.

III - Les tâches du Parti de Gauche

Le Parti de Gauche est un parti en chantier. Un seul Congrès ne suffira pas à fixer son orientation, son programme, son fonctionnement. Un second Congrès se tiendra à l'automne 2009 autour notamment de l'élaboration de notre programme. Mais devant l'urgence politique, nous devons faire du PG un parti utile dès à présent.

FAIRE FACE À LA DROITE

La droite est en train de mettre en œuvre ses principaux objectifs historiques, y compris ceux auxquels elle avait dû renoncer depuis plusieurs années : destruction du code du travail, remise en cause de la laïcité, instrumentalisation de l'histoire, privatisation des services publics, retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, suppression de fait de l'ISF avec le bouclier fiscal, ruine des principes de solidarité de la Sécu avec les franchises médicales, coupes sans précédent dans les effectifs de la fonction publique... Cette politique représente non seulement une dégradation inouïe de la condition des salariés mais aussi une rupture assumée avec les fondements républicains de la Nation française.

Nombre de nos concitoyens ne s'y résignent pas. En témoignent la multiplication des grèves des travailleurs, le succès des mobilisations de défense de l'Education nationale, l'unité syndicale réalisée pour la première fois depuis le CPE qui a permis la réussite de la grève générale du 29 janvier 2009. D'autres luttes encore sont essentielles : les réseaux de défense des sans-papiers, la bataille autour du logement pour tous. Jusqu'où la droite irait-elle si elle ne rencontrait aucune résistance ? C'est pourquoi le Parti de Gauche sera aux côtés de tous ceux qui résistent à la droite, pour rompre l'isolement, encourager les mobilisations, favoriser le rassemblement du salariat dans toutes ses composantes (salariés, précaires, chômeurs, retraités), mener un travail d'éducation populaire afin de dévoiler le fondement des réformes gouvernementales et diffuser les arguments qui aident à s'y opposer. Il agira comme un parti trait d'union, facilitateur d'une union des gauches sans exclusive face à la droite.

Face à la crise, nous opposerons nos mesures d'urgence aux réformes menées par la droite afin que nos concitoyens sachent que d'autres choix sont possibles et puissent dès lors forger leur propre opinion sur la politique gouvernementale. De même, parti d'éducation populaire, le PG contribuera activement à la bataille culturelle qui met en péril la souveraineté et l'émancipation des peuples. Dans le monde entier, les forces réactionnaires menacent la liberté intellectuelle ou des acquis scientifiques et médicaux parmi les plus importants de l'Histoire : théoriques créationnistes ou déterministes, injonctions religieuses et sectaires, remise en cause des droits des femmes, asservissement de la recherche scientifique aux pouvoirs politique ou financier, entraves à l'éducation pour tous, pilotages des médias sont des obstacles

L'adhésion au Parti de Gauche

Elle est **déductible des impôts**. Elle comprend le financement national et local du matériel (tracts, affiches...). Son montant, fixé nationalement, est **modulé en fonction des revenus**. Une **cotisation spécifique** est versée par les élus en fonction du montant de leur indemnité.

La cotisation militante est fixée par tranche en fonction du revenu :

- inf. à 1000 € : **36€/an** ou **3€/mois**
- 1000 et 1500 € : **60€/an** ou **5€/mois**
- 1500 et 2000 € : **120€/an** ou **10€/mois**
- 2000 et 3000 € : **300€/an** ou **25€/mois**
- + de 3000 € : **480€/an** ou **40€/mois**

Ce barème est indicatif et les soutiens sont les bienvenus.

Elle est payable **annuellement**

en espèce ou par chèque libellé à l'ordre de **AFPG**.

Il est aussi possible de verser sa cotisation militante **mensuellement par prélèvement automatique**.

La cotisation élu est fixée à :

20 % des indemnités d'élu.

Elle est payable à l'année ou au mois selon les mêmes modalités et en même temps que la cotisation militante.

Pour les élus, seul le paiement des 2 cotisations, militante et élu, validera l'adhésion.

Pour adhérer :

- je remplis le coupon "**Bulletin d'adhésion**" (au dos) ;
- je joins un **chèque** à l'ordre de AFPG (Association de Financement du Parti de Gauche) ou, pour le prélèvement, les coupons "**Autorisation de prélèvement**" et "**Demande de prélèvement**" remplis et signés aux 3 endroits prévus à cet effet, accompagnés d'un relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne ;
- j'envoie le tout à

Parti de Gauche : 63 avenue de la République - 75011 Paris

L'ADHÉSION au



Nom :

Prénom : Date de naissance : / /

Adresse :

CP : Ville :

Profession :

Tél. dom :

Tél. pro :

Mobile :

Mèl :

Mandats électifs : Fonction/Resp :

Lieu :

Engagements syndicaux : Structure :

Responsabilité locale départementale nationale

Engagements associatifs : Structure :

Responsabilité locale départementale nationale

Je joins mon règlement correspondant à :

Cotisation militante annuelle mensuelle de€

Cotisation élu annuelle mensuelle de€

Je me reconnais dans ce document de présentation du Parti de Gauche

Date : Signature :

DEMANDE DE PRELEVEMENT

conservé par l'AFPG

N° NATIONAL D'EMETTEUR

528563

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier par mes soins au créancier

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Commune :

code postal

compte à débiter

codes				clé
établist	guichet	N° compte		RIB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>

Date

Signature

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR
DU COMPTE A DEBITER

Nom :

Adresse :

.....

Commune :

code postal

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER

AFPG : 63 avenue de la République - 75011 Paris

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n°80 du 1/04/80 de la commission informatique et libertés.

à détacher

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

transmis à l'établissement bancaire

Le

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous, pour la somme de € au de chaque mois.

En cas de litige sur un prélèvement je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différé directement avec le créancier.

Signature

N° NATIONAL D'EMETTEUR

528563

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Commune :

code postal

compte à débiter

codes				clé
établisst	guichet	N° compte		RIB
<input type="text"/>				

Date

Signature

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR
DU COMPTE A DEBITER

Nom :

Adresse :

.....

Commune :

code postal

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER

AFPG : 63 avenue de la République - 75011 Paris

convergeants à l'émancipation des peuples et à l'exercice entier de leur libre arbitre. Pour qu'il devienne une réalité concrète, c'est d'abord dans les têtes et dans les cœurs de nos concitoyens que doit vivre le modèle de civilisation fondé sur l'égalité et la laïcité auquel nous adhérons.

UNE OPPORTUNITÉ HISTORIQUE SE PRÉSENTE UN FRONT DE GAUCHE POUR GAGNER LES EUROPÉENNES

Lors de ces élections, les Français pourront d'abord exiger le respect de la souveraineté populaire. Leur vote du 29 mai 2005 a été piétiné. Le candidat Sarkozy avait promis l'enterrement du projet de Constitution au profit d'un mini-traité simplifié et consensuel. En réalité, c'est le même texte qui a été repris dans le Traité de Lisbonne puis adopté par le Parlement français, après qu'a été refusé au peuple le recours au référendum avec la complicité de la majorité des parlementaires du PS. Depuis les Irlandais ont rejeté à une large majorité le traité de Lisbonne. Qu'ont fait les dirigeants européens ? Tous, y compris les partis membres du PSE, ont encore choisi de piétiner la souveraineté populaire en appelant à ratifier le traité de Lisbonne et en contraignant les Irlandais à un nouveau référendum. Le traité de Lisbonne s'impose dorénavant comme la négation de la volonté des peuples en général. Ce modèle étouffant de construction autoritaire de l'Europe appelle une cinglante réplique populaire.

Ensuite, ces élections européennes permettront aux électeurs de se prononcer sur les orientations principales qui cadennassent la politique du pays. Les lois votées en France sont en effet à 80% des transcriptions de directives européennes et on ne compte plus les mesures réclamées par notre peuple qui se heurtent aux décisions de l'Union. Pour ouvrir la voie à une autre politique pour notre pays, il est indispensable de faire sauter le verrou de la construction antisociale et antidémocratique de l'Europe.

Enfin, ces élections surviennent dans un contexte qui rend vitale l'émergence d'une alternative progressiste en Europe. L'action au Parlement européen d'un groupe de gauche qui ne soit pas compromis dans la cogestion du Parlement et de la Commission avec la droite est indispensable pour qu'émerge une issue internationaliste et démocratique à la crise globale du système actuel.

Pour toutes ces raisons nous voulons rendre possible un rassemblement qui se donne l'objectif d'arriver en tête de toutes les listes aux élections européennes. C'est la raison de notre appel à un front de gauche ouvert à toutes les forces politiques de gauche qui refusent le traité de Lisbonne et défendent la construction d'une autre Europe sociale, écologique et démocratique.

À cette heure, nous savons déjà que ce front rassemblera notamment le Parti de Gauche et le PCF, dont le Congrès a confirmé son engagement dans cette démarche. C'est une nouvelle qui peut tout changer. Nous contribuerons à faire vivre le front sans tarder pour permettre aux citoyens de s'y impliquer dès maintenant. Et nous maintiendrons le front ouvert aux autres forces politiques du «non» de gauche qui continuent actuellement de débattre de cette perspective, notamment les Alternatifs, le NPA, le MRC, le POI.

UN PARTI POUR RÉINVENTER LA GAUCHE

Nous avons l'ambition de contribuer à la réinvention de la gauche en élaborant un programme qui synthétise le meilleur des histoires des gauches et du mouvement ouvrier et qui sache aussi tirer les leçons de leurs échecs passés, en expérimentant des pratiques politiques et

militantes nouvelles. Nous voulons être un creuset où se mêlent les cultures politiques issues du socialisme historique, de l'histoire de la lutte des classes et des révoltes populaires, de l'apport des combats féministes, antiracistes, écologistes, laïques et altermondialistes. Et nous voulons faire de cet alliage nouveau le cœur d'une majorité alternative et d'un projet de gouvernement, appuyé sur l'intervention et la mobilisation des citoyens, afin de changer radicalement de société et de changer la vie vraiment.

C'est pourquoi nous décidons que notre Congrès de l'automne 2009 sera le Congrès du programme et nous invitons tous ceux qui se reconnaissent dans cette ambition à nous rejoindre pour y travailler ensemble.

NOUS PROPOSONS D'ORGANISER CE TRAVAIL PROGRAMMATIQUE AUTOUR DE CINQ AXES

Premièrement, face à l'urgence sociale, redéfinir ce qui doit revenir sous contrôle public, inverser l'ordre du partage des richesses entre le capital et le travail sous toutes ses formes : salaires, fiscalité, sécurité sociale, service public, nouvelle perspective de réduction du temps de travail... Car c'est la condition d'une société où le droit au bonheur n'est pas un slogan de supermarché ouvert le dimanche, où la vie douce n'est pas réservée à quelques-uns, d'un monde où le travail encore et toujours n'est pas la frontière entre la vie et la mort sociale, bref, de l'invention d'un futur tout simplement humain.

Deuxièmement, face à l'urgence environnementale, installer la planification écologique tout de suite, car elle est nécessaire pour engager la transition entre le modèle actuel de production, de consommation, de vie et d'échange et le modèle d'alter-développement qu'il est urgent d'inventer.

Troisièmement, face à l'urgence démocratique réaliser la refondation républicaine et laïque des institutions et de la société française. Pour ce faire, il faudra notamment passer à la sixième République parlementaire, garantir le droit de citoyenneté des travailleurs dans l'entreprise, construire une citoyenneté élargie pour tous les résidents afin d'inventer la société de ce que Jaurès appelait «la démocratie jusqu'au bout».

Quatrièmement, face à l'urgence européenne, tourner la page du modèle de construction libérale de l'Europe dont le Traité de Lisbonne est la règle du jeu antidémocratique et antisociale. Nous devons rétablir le contrôle politique sur la monnaie et sur la finance et laisser respirer la puissance des peuples, la force de la démocratie, afin que les Européens puissent inventer leur intérêt général, s'aimer et vivre ensemble, et inventer un nouvel internationalisme. Cinquièmement, face à l'urgence économique, sociale et écologique planétaires, nous proposons de renforcer et de démocratiser les institutions des Nations Unies, de reconnaître la supériorité des normes sociales et environnementales, de reconnaître le droit des Etats à organiser et protéger leurs économies en fonction de leurs propres objectifs (notamment le droit à la souveraineté alimentaire), de promouvoir les biens publics mondiaux et de réorienter les politiques de coopération.

Face à l'urgence de la paix, il est urgent de construire de nouveaux rapports mondiaux et de faire respecter le droit international.

REFORMULER L'IDÉAL SOCIALISTE POUR TOURNER LA PAGE DU CAPITALISME

La crise actuelle est une crise majeure du capitalisme, du même ordre que celles qu'il a connu à la fin du XIX^e siècle et dans les années 1930. Nous n'en sommes qu'au début. D'autres secousses sont devant nous et une longue période de dépression économique s'annonce. Cette période comporte de grands dangers. L'histoire du vingtième siècle en atteste. Le néo-capitalisme dominant depuis trois décennies ne s'en relèvera sans doute pas, tant il apparaît que le «capitalisme pur» libéré de toute entrave est à la racine de la catastrophe actuelle. Il en va différemment du capitalisme lui-même qui a montré dans le passé sa capacité à rebondir. Mais pour surmonter la catastrophe en cours, il lui faudra alors avancer des formes politiques nouvelles. L'histoire montre qu'il est enclin à le faire avec un système d'exploitation encore plus violent et la recherche de boucs émissaires désignés responsables du désastre. C'est alors l'accentuation des dérives sécuritaires, xénophobes et guerrières. C'est ainsi un capitalisme liberticide et xénophobe qui s'avancerait dont certaines inflexions politiques actuelles pour «sauver le capitalisme» donnent un avant-goût. Proposer une autre issue est évidemment décisif pour éviter de tels cauchemars.

D'aucuns proposent de nouvelles régulations de la finance internationale à l'intérieur du capitalisme, un «keynésianisme vert mondial» cherchant par la négociation et le contrat à restreindre la logique du profit. En supposant que cela soit possible, ce qui est loin d'être démontré, est-ce souhaitable ? Cela peut-il suffire ? Notons d'abord que le coût social d'une sortie de la crise capitaliste par le renflouement de la finance sera très lourd pour les populations au nord comme au sud. Si l'on veut procéder par la relance sans toucher au système il faudrait imposer une nouvelle redistribution radicale des richesses. Ceux qui veulent sauver le système ne le proposent pas. Les rapports de force que cela exige les effraient. Mais, nous-même, devrions-nous souhaiter cette issue ? Non. Le coût écologique d'un nouveau cycle de croissance capitaliste (même keynésien) serait désastreux pour la planète.

Dans ce contexte, la question de la «sortie du capitalisme» devra être posée comme une question d'actualité politique dans les années à venir, comme solution concrète aux problèmes posés. Sinon quelle réponse conséquente apporter aux colères qui vont s'exprimer contre la volonté des gouvernements et des milieux d'affaires qui veulent solder les conséquences de la crise actuelle sur le dos du plus grand nombre. Dans ces conditions, pour atteindre l'objectif d'émancipation globale de la personne humaine que nous visons, nous ne pouvons ni accepter le système capitaliste comme horizon indépassable, ni faire croire qu'en l'amendant ou en l'humanisant on réglerait les défis du nouveau siècle. Nous devons au contraire proposer de le dépasser. C'est notre devoir de proposer un autre avenir qui fixe de nouvelles limites à la sphère marchande et à l'appropriation privée et ouvre de nouvelles perspectives à la sphère publique et à l'appropriation sociale. autre avenir qui libère les aspirations à l'autonomie et à la solidarité des individus, intègre les apports du féminisme pour l'égalité et le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Ce projet d'avenir récuse le productivisme dont l'humanité a pu mesurer les dégâts.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, cet objectif s'est incarné dans la perspective du Socialisme. Nous ne pouvons prolonger cet idéal sans tirer la leçon du siècle écoulé. Dans

le capitalisme, c'est l'économie (le capital) qui domine l'Etat et la société. Dans le socialisme bureaucratique c'est l'Etat qui soumettait l'économie et la société. Le socialisme auquel nous aspirons devra donner la prééminence complète à la société. Nous le nommons «la République sociale». Pour nous, en toutes circonstances, il n'y a de changements politique et social que voulu et décidé par le suffrage universel. Et dans notre méthode, la démocratie n'est pas confinée aux seules rencontres électorales même si pour finir c'est toujours le vote libre et démocratique qui doit avoir le dernier mot. Notre stratégie de transformation sociale devra combiner conquête du pouvoir politique et implication populaire permanente comme on peut l'observer dans les révolutions démocratiques en cours en Amérique Latine par exemple.

Notre formule est : la démocratie jusqu'au bout, la République partout et pour tous. Ainsi se trouve résumée notre vision d'un changement pris en charge et voulu depuis la société et pas seulement octroyé par l'action gouvernementale.

L'alternative immédiate est entre «rénovation du néo-capitalisme» ou «extension de la démocratie et de la République» c'est-à-dire de la maîtrise collective de l'avenir aujourd'hui accaparé par les forces aveugles du marché. L'objectif à terme, c'est une société libérée de l'exploitation et de l'oppression, libérée des impératifs absurdes de l'accumulation capitaliste, de ses modèles de consommation, de ses hiérarchies sociales et symboliques, de ses rivalités ostentatoires. La souveraineté populaire, la démocratie, la République jusqu'au bout est la méthode stratégique. Elle porte en elle la plus forte potentialité pour transformer radicalement l'ordre existant. Elle combine les formes de libération de la société : démocratie politique redonnant le pouvoir aux citoyens, démocratie économique mettant l'économie au service des besoins humains, démocratie sociale faisant entrer la citoyenneté dans les entreprises. Ce changement d'un modèle de société vers un autre implique un processus d'élaboration programmatique, de conquête de l'hégémonie idéologique, de prises de positions institutionnelles, d'extension des domaines où seuls prévalent l'intérêt général et les services publics, de développement d'expériences d'autogestion sociale, de contrôle accru des citoyens sur les institutions, d'interventions des travailleurs dans les affaires économiques, etc. La démocratisation et la socialisation de l'économie résulteront d'une série d'avancées transformatrices partielles, mais qui combinées font reculer le pouvoir du capital jusqu'à poser la question du choix : «République sociale ou Capitalisme ?».

Le «bloc social» de cette transformation ne peut pas être réduit à une seule catégorie sociale mais rassembler des forces sociales qui, dans une grande diversité, se sont opposées ces dernières années au mythe de l'autorégulation du marché. Notre projet est de les faire converger pour faire valoir les intérêts de la société toute entière contre les logiques mortifères du capitalisme. En ce sens notre visée d'une refondation républicaine de la société et des institutions est un projet global. Nous le nommons la République Sociale. Il est notre proposition pour la renaissance d'une perspective socialiste rénovée dans le siècle qui s'ouvre.

Face à la crise, il faut résolument changer de cap ! **Les 29 mesures du Parti de Gauche**

29 mai 2005, victoire du Non au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

29 janvier 2009, grèves et manifestations pour refuser de payer la facture de la crise.

Deux dates qui témoignent du rejet des politiques libérales et expriment les aspirations à une autre politique.

29 premières mesures face à la crise, pour répondre aux attentes populaires et ouvrir une autre voie.

LA CRISE EST LÀ ET FRAPPE DUREMENT LES CLASSES POPULAIRES

Il y a urgence à réagir. Si rien n'est fait cela va s'aggraver. Depuis l'automne, le chômage explose. De nombreuses entreprises - même en bonne santé - licencient, suppriment des missions d'intérim, recourent au chômage partiel pour préserver les profits des actionnaires.

Les droits des chômeurs sont attaqués et le patronat pousse le cynisme jusqu'à demander une baisse de ses cotisations à l'Unedic. Les SDF sont toujours victimes de situations inacceptables. Les attaques contre la protection sociale et les services publics continuent. Le pouvoir d'achat se dégrade. La pauvreté concerne de plus en plus de travailleurs victimes des bas salaires et des emplois précaires ; et particulièrement des femmes qui subissent le temps partiel imposé. Les conditions de vie deviennent plus difficiles pour beaucoup de citoyens. Les perspectives d'avenir se dégradent.

En présentant ses vœux, le Président de la République, a appelé à de nouveaux «efforts» et annoncé la poursuite des «réformes» pour assurer la «compétitivité» de l'économie française. Traduisons : le pouvoir d'achat va baisser, les licenciements se multiplier, le démantèlement de la protection sociale et des services publics se poursuivre ! Elles sont loin les promesses du candidat qui voulait provoquer un «choc de confiance», aller «chercher la croissance avec les dents» et atteindre «le plein emploi en cinq ans».

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE !

Il n'y a pas de fatalité du chômage et de la précarité, pas plus que des bas salaires et de la pauvreté. De l'argent, il y en a, les gouvernements qui volent au secours des banques et du système financier à coup de centaines de milliards d'euros ou de dollars le démontrent chaque jour. En 2007, les profits réalisés par les entreprises françaises ont atteint 650 milliards d'euros. En 2008, Arcelor Mittal distribue 4 milliards d'euros à ses actionnaires, autant que l'année précédente. Le groupe Total réalise 13 milliards d'euros de bénéfice. Quant au «salaire» moyen des 50 premiers patrons, il est de 310 fois le SMIC. En dépit de la situation, des banques viennent d'annoncer des bénéfices pour 2008 : près de 3 milliards pour la BNP, 2 milliards pour la Société Générale, 1 milliard pour le Crédit Agricole par exemple ! On pourrait multiplier les exemples.

Il faut s'attaquer aux racines de la crise : un partage inégalitaire des richesses résultant de la recherche effrénée du profit maximum pour quelques-uns au détriment des salaires du plus grand nombre. Depuis trois décennies, les politiques libérales mises en œuvre par les gouvernements et le patronat ont cherché à augmenter les profits au détriment des salaires. Dans les entreprises, tous les moyens furent bons pour faire baisser le «coût du travail» comme ils disent : licenciements, précarité, flexibilité, gel des salaires. Et les gouvernements successifs y ont contribué avec des exonérations de cotisations sociales et la réduction des systèmes sociaux. La conséquence c'est une formidable modification de la répartition des richesses créées au bénéfice des détenteurs du capital et au détriment des travailleurs. La surexploitation du travail a permis la suraccumulation des profits : de 1983 à 2008, la part des travailleurs a été réduite de 71 % à 62 % de la valeur ajoutée créée par les entreprises ; soit plus de 170 milliards d'euros par ans transférés des salaires aux profits. Cela représente plus de 6500 euros par an (550 euros par mois) perdus par chaque travailleur. Cette logique a conduit au gonflement exorbitant des placements spéculatifs et au surendettement des ménages ; deux des causes majeures de la crise actuelle.

LA POLITIQUE DE SARKOZY AGGRAVE LA SITUATION

Le paquet fiscal et le bouclier fiscal redistribuent aux riches des dizaines de milliards qui manquent pour des mesures en faveur de l'emploi. La liquidation des 35 heures, la libéralisation des heures supplémentaires, la perspective de travailler le dimanche et jusqu'à 70 ans, réduisent les possibilités d'embauche. Les suppressions d'emplois dans les services publics - dont l'hôpital public et l'éducation - rétrécissent l'emploi et pénalisent les usagers. La protection sociale (assurance-maladie, assurance chômage, retraite...) est réduite ce qui précarise les plus faibles et aggrave les inégalités. Dans le même temps, Sarkozy a trouvé des centaines de milliards pour renflouer le système bancaire. Difficile pour Sarkozy de s'exonérer de ses propres responsabilités en faisant croire que c'est seulement «la faute à la crise».

Le plan de relance annoncé le 4 décembre est indigent et inadapté. Les 11,5 milliards de remboursements anticipés de quelques mois des dettes de l'Etat aux entreprises et l'avancement des 10,5 milliards d'investissements déjà décidés et dont tous ne pourront pas démarrer en 2009 ne changeront pas grand-chose à la situation économique. Sur les 26 milliards d'euros annoncés, il n'y en a donc que 5 à 7 (soit 0,25 à 0,35 % du PIB) qui

soutiendront l'activité dès 2009. C'est 15 à 20 fois moins que les plans engagés aux Etats-Unis ou en Chine. Pire, rien n'a été prévu pour modifier la répartition des richesses et pour soutenir la demande par l'augmentation du pouvoir d'achat. Comment les entreprises embaucheraient-elles si la consommation est en berne et les carnets de commandes vides ?

ÇA SUFFIT COMME ÇA ! IL FAUT RÉSOLUMENT CHANGER DE CAP !

Cette crise signe la faillite du système libéral mis en œuvre depuis trois décennies. Elle révèle les impasses du capitalisme et de sa logique dominante : la recherche effrénée du profit maximum à n'importe quel prix par la surexploitation du travail et de la planète. Dans ce contexte, un simple «plan de relance» qui ne s'attaque pas aux causes de la crise et n'introduit pas des ruptures dans les mécanismes économiques actuels, ne sert qu'à conforter le capitalisme ... jusqu'à la prochaine secousse ! Cette crise appelle une rupture avec les logiques qui ont conduit à la catastrophe et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement.

Ce nouveau modèle doit combiner les réponses à une triple urgence : sociale, écologique et démocratique. Il donne la priorité à la satisfaction des besoins sociaux du plus grand nombre en relevant le défi de la redistribution des richesses et fait du retour au plein-emploi sa première exigence. Il développe un nouveau mode de production et de consommation, soutenable et respectueux des équilibres écologiques. Il fait de la souveraineté populaire l'outil de la maîtrise par les citoyens de leur avenir.

Les mesures proposées par le PG visent à commencer à relever ce défi global en apportant de premières réponses et en amorçant de premières ruptures avec les logiques économiques dominantes. Au-delà d'un ensemble de mesures constituant un «bouclier social» pour protéger les citoyens des conséquences de la crise, ce sont des réformes de structures profondes qui sont proposées pour s'attaquer aux racines de la crise, empêcher le renouvellement des pratiques qui ont conduit à la catastrophe et engager la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement.

Nos propositions s'articulent autour de 5 grands axes :

- I - combattre les licenciements et les délocalisations,
- II - faire reculer la précarité du travail et la précarité sociale,
- III - augmenter le pouvoir d'achat et modifier le partage des richesses,
- IV - développer l'emploi et amorcer un alter-développement,
- V - assurer une maîtrise publique du système financier.

I - DES MESURES POUR COMBATTRE LES LICENCIEMENTS ET LES DÉLOCALISATIONS

1 - Droit de veto suspensif pour les représentants des salariés permettant l'examen de la situation de l'entreprise et des alternatives économiques possibles. Les salariés doivent pouvoir s'opposer aux décisions patronales ; les actionnaires ne doivent pas pouvoir dicter unilatéralement leur loi.

2 - Commissions régionales et départementales de l'emploi et du développement économique (employeurs, syndicats, élus et collectivités territoriales, préfecture), chargées d'examiner les alternatives aux licenciements et aux délocalisations. Les suppressions d'emplois ont des conséquences au-delà de l'entreprise. Il faut impliquer tous les acteurs locaux concernés, notamment les collectivités territoriales, dans la recherche de solutions.

3 - Contrôle administratif permettant d'interdire les licenciements abusifs sans justification économique sérieuse : licenciements boursiers, licenciements dans les entreprises largement bénéficiaires qui distribuent des dividendes, licenciements destinés à rehausser le taux de rentabilité du capital. Les effectifs de l'Inspection du Travail doivent être doublés pour assurer un contrôle efficace et rapide et évaluer les difficultés réelles des entreprises.

4 - Droit de reprise par les salariés, avec l'aide du secteur public bancaire à constituer, des entreprises qui voudraient délocaliser ou déposer leur bilan, notamment sous des formes coopératives ou d'économie sociale. Les salariés doivent pouvoir reprendre à leur compte la production de ces entreprises avec le soutien des pouvoirs publics.

5 - Mise en place au sein de l'Union Européenne d'un dispositif d'harmonisation sociale et fiscale pour lutter contre le dumping et les délocalisations. Protection des salariés contre le dumping social et environnemental grâce à la mise en place d'un «bouclier douanier» aux frontières extérieures de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas d'empêcher les importations et de s'opposer au développement des pays pauvres mais de contrer les stratégies de dumping et de délocalisation des multinationales, tout en réorientant la politique commerciale de l'Union dans une logique de co-développement dans l'intérêt mutuel des peuples. Cela passe par l'utilisation du tarif extérieur commun pour alléger la pression de la concurrence et lutter contre le dumping social et le protectionnisme pratiqué par les autres zones commerciales. Les recettes dégagées par cette taxation permettront pour une part de financer les conséquences des délocalisations, et pour l'autre part, d'accroître l'aide au développement des pays à faible coût du travail. Cela implique aussi la mise en œuvre d'une protection non-tarifaire : il s'agit de moduler l'ouverture aux importations en fonction du respect progressif de normes sociales et environnementales dans les pays producteurs, tout en soutenant financièrement l'effort des pays pauvres pour améliorer leurs standards sociaux et environnementaux. La France doit agir en ce sens dans l'Union Européenne.



II - DES MESURES POUR FAIRE RECULER LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL ET LA PRÉCARITÉ SOCIALE

6 - Nouveau statut du salarié avec une sécurité sociale professionnelle financée par un fonds patronal mutualisé, garantissant la continuité des droits en cas de perte d'emplois ou de chômage partiel. C'est une nouvelle branche de protection contre le risque économique qu'appelle la profondeur de la crise et l'aggravation du chômage qui en résulte.

7 - Réaffirmation du CDI comme norme du contrat de travail ; encadrement strict du recours aux CDD, à l'intérim et aux temps partiels ; surcotisation patronale pour les contrats précaires.

8 - Droit à la journée continue pour empêcher l'imposition du travail fractionné à l'exemple des secteurs comme la grande distribution et requalification en CDI à temps plein des contrats à temps partiel fractionné.

9 - Droit à un logement pour tous, par des mesures d'urgences : recours aux logements vacants, suppression du dépôt de garantie pour les locataires et garantie du maintien dans les lieux, moratoire sur les prêts-relais. Blocage des loyers pour deux ans. Baisse des loyers de 10% dans les zones ayant enregistrées les plus fortes hausses depuis cinq ans. Indexation des loyers sur le coût de la vie. Construction de centres d'hébergement d'urgence en chambre



individuelle ou familiale. Substitution immédiate de l'État aux municipalités pour la mise en application effective de la loi SRU, quand celles-ci ne votent pas un plan visant les 20% de logements sociaux. Tout de suite, il faut répondre aux situations de détresse ; pour la suite c'est une nouvelle politique du logement qui est nécessaire. Revalorisation des aides de l'Etat aux collectivités locales pour le logement social et mise à disposition, à des conditions avantageuses, des terrains de l'Etat pour la construction de logements sociaux.

10 - Droit d'accès à l'eau, à l'électricité et au gaz, gratuit sur une première tranche de consommation pour les ménages à faible revenu.

III - DES MESURES POUR AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT ET MODIFIER LE PARTAGE DES RICHESSES

11 - Abrogation du paquet fiscal favorable aux plus fortunés et redistribution des 15 milliards d'euros libérés sous forme d'une prime au profit des 60 % des ménages les moins riches, avec un taux de redistribution d'autant plus élevé que le revenu est faible et les charges de familles élevées. Cela permettrait de verser en deux fois dans l'année une prime allant de 1500

euros (pour les 10% les plus pauvres) à 500 euros (pour la tranche supérieure de revenu concernée).

12 - Augmentation du SMIC - pour atteindre 1500 euros net - de 10% au 1^{er} mars 2009, 10% au 1^{er} juillet 2009 et 10% au 1^{er} juillet 2010, avec un fonds de compensation temporaire pour les PME qui maintiennent l'emploi. Revalorisation des salaires par accord salarial majoritaire sous peine de sanction pour les entreprises contrevenantes. Indexation des salaires, pensions, et minima sociaux sur les prix pour assurer le maintien du pouvoir d'achat. Injonction immédiate aux entreprises d'appliquer strictement le principe d'égalité de salaires hommes/femmes sous peine de sanction aggravée. Il faudra progressivement restituer à la rémunération des salariés les 10% de la valeur ajoutée détournés vers la rémunération du capital au cours des années précédentes.

13 - Augmentation du minimum de pension de retraite et des minima sociaux de 300 euros ; vers la mise en place d'un minimum retraite au niveau du SMIC. Augmentation des bourses d'études et mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes. Ceux qui ont les plus faibles revenus sont les plus vulnérables dans la crise et doivent être soutenus en priorité.

14 - Mise en place d'une rémunération maximum pour limiter les écarts de rémunération dans les entreprises, plafonnement des dividendes des actionnaires et suppression des «bonus» des dirigeants d'entreprises. Suppression des stock-options, sauf pour les petites et moyennes entreprises nouvellement créées et durant les 5 premières années. Il faut réduire les profits en même temps que l'on augmente les salaires pour maintenir la compétitivité des entreprises.

15 - Abrogation des lois de régression sociale prises par la droite contre les retraites, l'assurance-maladie et les droits des chômeurs. Financement accru pour améliorer la protection sociale (assurance-maladie, retraite, chômage) par une taxation de la spéculation et des profits financiers non réinvestis. Suppression des franchises médicales, rétablissement des conditions du droit à la retraite à 60 ans à taux plein, amélioration de la couverture chômage et revalorisation des indemnités en attendant la mise en place de la sécurité sociale professionnelle.

16 - Conditionnement de toutes les aides publiques aux entreprises (y compris exonérations de cotisations sociales) à la conclusion d'un accord comprenant une revalorisation des salaires signé par une majorité syndicale appréciée en regard des résultats des élections professionnelles dans l'entreprise concernée. Il faut plus généralement remettre à plat de tout le système d'aides aux entreprises qui est très coûteux et largement inefficace.

17 - Abrogation du bouclier fiscal, rétablissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu permettant de plafonner un revenu maximum. Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale. La fiscalité doit redevenir un outil au service de la redistribution des richesses et de l'intérêt général.

IV - DES MESURES POUR DÉVELOPPER L'EMPLOI ET AMORCER UN «ALTER-DÉVELOPPEMENT»

18 - Abrogation des mesures qui ont vidé de sa substance la loi sur les 35 heures et libéralisé le régime des heures supplémentaires. Réduction à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires. Réduction des durées hebdomadaires maximales de travail et, en particulier, réduction de 48 à 44 heures de la durée maximale sur une semaine. Garantie du repos hebdomadaire de 2 jours consécutifs (dont le dimanche) sauf nécessités absolues (hôpitaux, transports, activités continues...). Pour élargir les possibilités d'emplois, il faut abroger les mesures qui ont conduit à allonger la durée d'activité de ceux qui ont un emploi au détriment des embauches.

19 - Arrêt des plans de suppression d'emplois publics et de privatisations ; création d'emplois dans les services publics pour combler les déficits patents (hôpitaux, service public de l'emploi, éducateurs spécialisés, police de proximité, tribunaux, inspection du travail, éducation, culture, audiovisuel public, etc.). Dans le cadre européen, action pour l'abrogation des directives imposant la mise en concurrence des services publics. En temps de crise, les services publics sont un élément de solidarité encore plus indispensable et ils doivent avoir les moyens d'exercer leurs missions.

20 - Un plan d'investissements publics sur deux ans, animé par le triple souci de relance de la demande et de l'emploi, de satisfaction des besoins sociaux et de réorientation écologique de notre mode de production. Combiné aux autres mesures évoquées par ailleurs, ces investissements devraient amener à 100 milliards d'euros (env. 5% du PIB) le soutien public à l'activité économique.

- Rénovation écologique du parc de logements sociaux,
- Mise en chantier de 300 000 logements sociaux par an,
- Rénovation des établissements publics d'enseignement,
- Construction de centres d'hébergement d'urgence et de foyers de jeunes travailleurs,
- Création d'un service public de la petite enfance et développement des crèches publiques,
- Remplacement progressif du parc automobile des collectivités publiques par des véhicules propres (électriques ou hybrides),
- Rénovation du réseau ferroviaire et développement, d'infrastructures pour le ferroutage,
- Extension réglementaire des exigences en matière de recyclage et aide à l'investissement dans ce secteur,
- Soutien à la création et aux activités culturelles,
- Plan spécial de soutien pour les Antilles et territoires d'outre-mer en difficulté.

Les investissements publics pour soutenir l'activité doivent répondre aux besoins sociaux et aux exigences environnementales.

21 - Effort massif d'investissements en recherche et développement vers le secteur des énergies renouvelables. Politique résolue d'économie d'énergies dans le logement, les transports, etc. et diversification des sources d'énergie pour garantir la sécurité des approvisionnements du pays et créer les conditions d'une sortie réfléchie et progressive des énergies polluantes productrices de gaz à effets de serre et du nucléaire.

22 - Création du pôle public de l'énergie autour de EDF, GDF, (dont il faut remettre en cause l'ouverture du capital) et Total (qui doit être nationalisé). Développement des coopérations entre les entreprises de l'énergie au sein de l'Union Européenne pour renforcer la sécurité des approvisionnements et préparer un pôle public européen. Mise en place d'une fiscalité environnementale de type taxe carbone. La sécurité de la production et de la distribution de l'énergie ne peut être laissée aux aléas du marché, de la concurrence et du profit.

23 - L'urgence est aussi dans les campagnes. Abandon de la «référence historique des aides» qui fige les revenus des paysans. Réorientation des aides de la PAC : la politique de subventions qui profitent essentiellement aux plus gros agriculteurs doit être réorientée en faveur d'une agriculture locale, paysanne, vivrière, biologique. Soutien aux filières de qualité et au mouvement coopératif. Moratoire sur la commercialisation et la mise en culture des OGM. Interdiction des insecticides systémiques qui détruisent les insectes pollinisateurs.

V - DES MESURES POUR UNE MAÎTRISE PUBLIQUE DU SYSTÈME FINANCIER AFIN DE CONTRER LA SPÉCULATION ET DE MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT

24 - Création d'un pôle financier public élargi pour les entreprises autour de la Caisse des Dépôts et Consignation. Il s'agit de disposer d'un instrument pour une autre politique d'investissement au service de l'emploi, du logement social, des services publics, des projets écologiques et pour lutter contre les fonds spéculatifs prédateurs d'entreprises privées d'intérêt stratégique pour notre pays.

25 - Création d'un service public bancaire élargi pour les particuliers autour de La Banque Postale et des Caisses d'Epargne. Il s'agit de garantir un accès au crédit à taux favorable pour les particuliers (logement notamment) et d'assurer l'accès des plus démunis aux services bancaires de base.

26 - Création d'un réseau de banques régionales publiques pour l'emploi et l'alter-développement autour d'OSEO et du réseau des banques mutualistes et coopératives. Elles seront un instrument de proximité au service des PME, de l'innovation, des projets environnementaux, du développement rural.

27 - Toute aide financière aux banques privées s'accompagnera d'une participation de l'Etat au Conseil d'administration, d'un contrôle public en faveur d'une politique sélective du crédit qui favorise les prêts aux secteurs prioritaires (recherche, nouvelles énergies, rénovation écologique, services publics, création d'entreprises, reprises d'entreprises par les salariés, etc).

Interdiction de versement de dividendes aux actionnaires et plafonnement des rémunérations des dirigeants tant que le remboursement n'aura pas été effectué. Les commissions bancaires doivent être plafonnées, et les règles de tenue des comptes courants (date de valeur) fixées par la réglementation. Il est hors de question de donner des milliards d'euros d'argent public aux banques sans contrôle de leur utilisation ni contreparties.

28 - Lutte contre les paradis fiscaux, y compris sur le territoire européen. Mise en place à l'échelle européenne d'un dispositif d'harmonisation fiscale et d'une taxe de type «Tobin» pour lutter contre la spéculation. Contrôle sur les mouvements de capitaux pour interdire les mouvements vers les paradis fiscaux et les opérations sur les instruments financiers toxiques inscrits sur une liste noire. À terme, la circulation des capitaux n'est libre que pour les opérations contreparties d'une opération réelle (échange commercial, investissement direct...). Les mouvements de capitaux à court terme pour des placements financiers (investissement de portefeuille) sont soumis à une réglementation et taxés. Actions pour lever toute pratique de secret bancaire qui ferait obstacle à l'application de ces réglementations.

À la lumière des leçons de la crise, la France doit agir au sein de l'Union Européenne et des instances internationales en faveur de mesures fortes de régulation financière et commerciale internationale.

29 - Réforme de la Banque Centrale Européenne et Abandon de l'actuel Pacte de stabilité. Un nouveau statut de la BCE doit prévoir qu'elle vise simultanément le soutien à l'activité des secteurs jugés prioritaires d'un point de vue social, économique et écologique, le plein emploi, la stabilité des prix (en fonction des priorités économiques du moment et dans le respect des contraintes environnementales), et qu'elle apporte son concours à la politique de change définie par le Conseil européen. La BCE doit en outre rendre compte de la conduite de sa politique monétaire, trimestriellement devant le Conseil européen et annuellement devant le parlement européen. La BCE doit être autorisée, en cas de récession à acheter des bons du Trésor en vue de faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

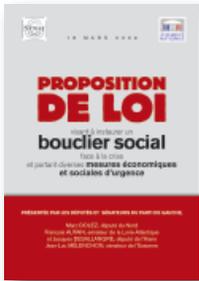
Les règles du Pacte de stabilité (déficit public...) sont d'ores et déjà abandonnées par tous les pays ; la politique de la BCE a été obligée de s'adapter à la crise ; maintenant, de nouvelles règles plus favorables à l'emploi, au système productif et aux services publics doivent être édictées. Une institution qui commande un levier essentiel de la politique économique ne peut plus rester indépendante de tout contrôle démocratique.

CONCLUSION

IL Y A URGENCE À AGIR !

La crise ne fait que commencer. Les conséquences sociales se font durement sentir et vont encore s'aggraver si rien de nouveau n'est fait. La crise financière est devenue économique et sociale. Elle peut demain devenir crise démocratique comme ce fut le cas dans les années 30.

Il n'y a pas de fatalité, rien n'est écrit d'avance. Tout dépend des politiques qui seront proposées au pays.



Vous pouvez aussi
télécharger la
proposition de loi
Bouclier social sur
www.lepartidegauche.fr

L'ALTERNATIVE EST CLAIRE.

Pour Sarkozy, c'est la poursuite d'une politique visant à renflouer avec de l'argent public les financiers et les industriels sans contrôle ni exigences. Il veut socialiser les pertes, privatiser les profits, et faire payer la facture aux simples citoyens. Pour faire taire les mécontentements, il veut restreindre les libertés et durcit la répression contre les mouvements sociaux.

Pour le Parti de Gauche, c'est la volonté de modifier profondément la redistribution des richesses pour répondre aux besoins sociaux, développer l'emploi, renforcer les services publics, investir dans les projets écologiques, maîtriser la finance et combattre la spéculation.

IL Y A URGENCE À CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE À GAUCHE !

Pour le Parti de Gauche, il faut construire un Front de Gauche avec toutes les forces qui veulent rompre avec le modèle libéral et mettre en œuvre un nouveau type de développement plus social, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement, plus démocratique enfin. À l'occasion des élections européennes, ce Front de Gauche agira pour une rupture avec les traités et directives libérales, et une réorientation profonde des politiques européennes afin de répondre aux besoins du plus grand nombre.

La crise du capitalisme est un défi pour la gauche. L'alternative immédiate est entre «rénovation du néo-libéralisme» ou «extension de la démocratie et de la République» c'est-à-dire de la maîtrise collective de l'avenir, aujourd'hui accaparé par les forces aveugles du marché. C'est la perspective qu'entend développer le Parti de Gauche dans les mobilisations sociales et les luttes politiques à venir.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les textes que vous venez de lire constituent le patrimoine commun partagé par tous les adhérents du Parti de Gauche.

Mais le Parti de Gauche s'est exprimé sur de nombreuses autres questions.

Vous pouvez retrouver toutes nos prises de position dans les médias du Parti de Gauche.



A Gauche, l'hebdomadaire du Parti de Gauche, abonnement à l'année 29 euros



www.lepartidegauche.fr

le site du PG

**Les adhérents du Parti de Gauche reçoivent également deux publications hebdomadaires :
 Vie de Gauche, le récit de la construction du PG
 par ses militants ainsi
 qu'une circulaire de liaison nationale.**

Ce recueil regroupe les textes fondateurs du Parti de Gauche. Ceux-ci exposent les concepts autour desquels le PG s'est constitué, les principes et objectifs partagés par ses membres, ses premières propositions face à la crise historique du capitalisme dans laquelle il a pris naissance.

Mai 2009
Imprimerie Grenier
Réalisation : Pellicam
guide édité à 10 000 exemplaires
par le Secrétariat National à la communication
et à la propagande

GUIDE
DE L'ADHÉSION au **Parti de Gauche**

63, avenue de la République
75011 PARIS
Tél : 01 55 28 92 20

www.lepartidegauche.fr